



KPMG S.A.
25 Rue Hubert Curien
Parc d'Activité Romanet
87000 Limoges

ASSOCIATION POLE EUROPEEN DE LA CERAMIQUE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Association POLE EUROPEEN DE LA CERAMIQUE
Parc Ester - BP 6911 - 87069 LIMOGES CEDEX

Ce rapport contient 21 pages.

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
25 Rue Hubert Curien
Parc d'Activité Romanet
87000 Limoges

Association POLE EUROPEEN DE LA CERAMIQUE

Parc Ester - BP 6911 - 87069 LIMOGES CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association POLE EUROPEEN DE LA CERAMIQUE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association POLE EUROPEEN DE LA CERAMIQUE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Limoges, le 30 avril 2025

KPMG S.A.

Elisabeth Leflaive

Associée

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Capital souscrit non appelé						
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de développement				
		Concessions, brevets et droits similaires				
		Fonds commercial (1)				
		Autres immobilisations incorporelles				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL					
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
		Inst. techniques, mat. out. industriels	33 608	26 899	6 709	10 251
		Autres immobilisations corporelles				
		Immobilisations en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL		33 608	26 899	6 709	10 251
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations évaluées par équivalence					
	Autres participations					
	Créances rattachées à des participations					
	Titres immob. de l'activité de portefeuille					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres immobilisations financières	5 172		5 172	5 533	
TOTAL		5 172		5 172	5 533	
Total de l'actif immobilisé			38 781	26 899	11 882	15 784
Actif circulant	Stocks	Matières premières, approvisionnements				
		En cours de production de biens				
		En cours de production de services				
		Produits intermédiaires et finis				
		Marchandises				
	TOTAL					
	Avances et acomptes versés sur commandes					
	Créances ⁽³⁾	Clients et comptes rattachés	53 683	5 516	48 167	26 450
		Autres créances	307 019		307 019	302 291
		Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL		360 703	5 516	355 187	328 741	
Divers	Valeurs mobilières de placement					
	(dont actions propres :)					
	Instruments de trésorerie					
Disponibilités		101 197		101 197	104 082	
TOTAL		101 197		101 197	104 082	
Charges constatées d'avance			32 995		32 995	45 041
Total de l'actif circulant			494 896	5 516	489 380	477 865
Frais d'émission d'emprunts à étaler						
Primes de remboursement des emprunts						
Écarts de conversion actif						
TOTAL DE L'ACTIF			533 677	32 415	501 262	493 650
Renvois :			(1) Dont droit au bail			
			(2) Dont part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières			
			(3) Dont créances à plus d'un an (brut)			
Clause de réserve de propriété			Immobilisations	Stocks	Créances clients	

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Capitaux propres	Capital (dont versé :)		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport		
	Ecarts de réévaluation		
	Ecarts d'équivalence		
	Réserves		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	135 000	135 000
	Report à nouveau	99 725	99 160
Aut. fonds propres	Résultats antérieurs en instance d'affectation		
	Résultat de la période (bénéfice ou perte)	1 851	564
	Situation nette avant répartition	236 576	234 725
	Subvention d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total		236 576	234 725
Provisions	Titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total			
Dettes	Provisions pour risques	4 673	
	Provisions pour charges	33 225	27 652
Total		37 898	27 652
Dettes	Emprunts et dettes assimilées		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers (3)		
	Total		
	Avances et acomptes reçus sur commandes (1)		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	59 558	55 030
	Dettes fiscales et sociales	109 313	102 767
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	Autres dettes	100	
	Instruments de trésorerie		
Total		168 971	157 798
Produits constatés d'avance		57 815	73 474
Total des dettes et des produits constatés d'avance		226 786	231 272
Écarts de conversion passif			
TOTAL DU PASSIF		501 262	493 650
	Crédit-bail immobilier		
	Crédit-bail mobilier		
	Effets portés à l'escompte et non échus		
	Dettes et produits constatés d'avance, sauf (1), à plus d'un an		
	à moins d'un an		
Renvois : (2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		226 786	231 272
(3) dont emprunts participatifs			

		France	Exportation	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation (1)	Ventes de marchandises				
	Production vendue : - Biens				
	- Services	368 087	55 314	423 401	391 721
	Chiffre d'affaires net	368 087	55 314	423 401	391 721
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Produits nets partiels sur opérations à long terme				
	Subventions d'exploitation			510 684	476 671
Charges d'exploitation (2)	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			771	36 459
	Autres produits			1 233	171
	Total			936 091	905 024
	Marchandises Achats				
	Variation de stocks				
	Matières premières et autres approvisionnements Achats				
	Variation de stocks				
	Autres achats et charges externes (3)			430 269	381 311
Opér. commun	Impôts, taxes et versements assimilés			5 609	5 484
	Salaires et traitements			344 570	366 460
	Charges sociales			136 086	141 686
	Dotations • sur immobilisations amortissements			4 501	3 510
	d'exploitation • sur actif circulant provisions			4 937	1 350
	• pour risques et charges			10 246	
	Autres charges			1	7 563
	Total			936 221	907 365
Résultat d'exploitation		A		-130	-2 341
Produits financiers	Bénéfice attribué ou perte transférée	B			
	Perte supportée ou bénéfice transféré	C			
	Produits financiers de participations (4)				
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé (4)			1 996	3 459
	Autres intérêts et produits assimilés (4)				0
	Reprises sur provisions, transferts de charges				
Charges financières	Différences positives de change				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total			1 996	3 460
	Dotations financières aux amortissements et provisions				
	Intérêts et charges assimilées (5)			14	553
	Différences négatives de change				
Résultat financier	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total			14	553
Résultat financier		D		1 981	2 906
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (± A ± B - C ± D)		E		1 851	564

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions et transferts de charge		
	Total		
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
	Total		
Résultat exceptionnel		F	
Participation des salariés aux résultats		G	
Impôt sur les bénéfices		H	
BÉNÉFICE OU PERTE (± E ± F - G - H)		1 851	564
(1) Dont	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(2) Dont	charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(3) Y compris	- redevances de crédit-bail mobilier - redevances de crédit-bail immobilier		
(4) Dont	produits concernant les entités liées		
(5) Dont	intérêts concernant les entités liées		

Contributions volontaires

– Bénévolat : prestations fournies par les chefs d'entreprise

Les prestations fournies par les chefs d'entreprise ne sont pas comptabilisées ni en produits, ni en charges.

Ces prestations, suivies extra comptablement à partir d'un relevé nominatif des présences, ont été valorisées sur la base de journées de bénévolat, pour un montant global de 277 014 euros.

1.1. Contributions volontaires en nature

	Exercice N	Exercice N-1
Dons en nature	-	-
Prestations en nature	277 014	279 697
Bénévolat	-	-
TOTAL	277 014	279 697

1.2. Charges des contributions volontaires en nature

	Exercice N	Exercice N-1
Secours en nature	-	-
Mises à disposition gratuite de biens	-	-
Prestations en nature	277 014	279 697
Personnel bénévole	-	-
TOTAL	277 014	279 697

1. Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : Pôle Européen de la Céramique

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2024, dont le total est de 501 262 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 1851 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01 janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels, lesquels seront arrêtés le 26 avril 2025 par le Conseil d'Administration.

1.1. Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

Unique pôle de compétitivité dédié aux céramiques et labellisé depuis 2005, le Pôle Européen de la Céramique de Limoges est reconnu comme expert en France.

Il fédère actuellement autour des activités du domaine plus de 150 adhérents (industriels, organismes de recherche et technologiques, centres de formation), principalement situés en France, mais également, à l'étranger (Allemagne, Suisse, Portugal, Belgique, Italie...).

Le Pôle Européen de la Céramique a pour mission de dynamiser l'activité du secteur de la céramique par l'innovation.

Ainsi, il anime son réseau afin de favoriser la capacité de celui-ci :

- à innover par un soutien actif au montage de projets innovants et collaboratifs,
- à croître via des actions de promotion et de mise en relation,
- à se développer à l'échelle européenne et internationale.

Les principaux moyens financiers dont disposent l'association pour mener à bien ses différentes missions sont détaillées ci-après :

- cotisations des adhérents
- organisation de journées techniques
- subventions

1.2. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2024 sont établis en conformité avec les règles et méthodes comptables prévues par les textes légaux et réglementaires applicables en France.

Ils respectent en particulier les dispositions des règlements de l'Autorité des Normes Comptables modifiant le règlement n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'association applique le règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général, et le règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Seules sont exprimées les informations significatives.

1.3. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les frais accessoires, droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, sont incorporés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour

mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Matériel de bureau : 5 à 10 ans

* Matériel informatique : 3 ans

* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

1.4. Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

1.5. Créances

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

2. Informations relatives au bilan

2.1. Actif

2.1.1 Etat de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur fin exercice
Incorp.	Frais d'établissement et de développement – TOTAL I	-	-	-	-
	Autres postes d'immobilisations incorporelles – TOTAL II	-	-	-	-
Corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Construction sur sol propre	-	-	-	-
	Construction sur sol d'autrui	-	-	-	-

	Inst. gales, agencts et am. des constructions	-	-	-	-
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	-	-	-	-
	Installations générales, agencements, aménagements divers	-	-	-	-
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Matériel de bureau et mobilier informatique	34 700	959	2 050	33 609
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-
	TOTAL III	34 700	959	2 050	33 609
Financière	Participations évaluées par équivalence	-	-	-	-
	Autres participations	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	Prêts et autres immobilisations financières	5 533	-	360	5 173
	TOTAL IV	5 533	-	360	5 173
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)	40 233	959	2 410	38 782

2.2. Tableaux des amortissements

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	-	-	-	-	-	-
Corporelles	24 448	4 501	-	2 050	-	26 899
Financières	-		-		-	-
TOTAL	24 448	4 501	-	2 050	-	26 899

1.1.2. Immobilisations financières

	Augmentations		Diminutions	
	Réévaluation	Acquisition apports Virements	Virement poste à poste	Cessions Rebut
Participations évaluées par équivalence	-	-	-	-
Titres de participation (y compris évaluées par équivalence. ci-dessus)	-	-	-	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts et autres immobilisations financières	-	-	-	360

1.1.3. Produits à recevoir

Libellés	Montant
INTÉRÊTS COURUS	
Immobilisations financières	-
Participations groupe	-
Participations Hors groupe	-
Clients	-
Associés	-
Valeurs mobilières de placements	1 997
AUTRES PRODUITS	
Factures à établir	-
RRR à obtenir, avoirs à recevoir	-
Personnel	-
Sécurité sociale	82
État	-
Divers	-
TOTAL	2 078

1.1.4. Créances

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-	-	-
	Prêts	-	-	-
	Autres immobilisations financières	5 173	-	5 173
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	6 618	6 618	-
	Autres créances clients	47 066	47 066	-
	Créance représentative des titres prêtés ou remis en garantie	-	-	-
	Personnel et comptes rattachés	-	-	-
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	82	82	-
	État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices	1 107	-
		Taxe sur la valeur ajoutée	12 149	-
		Autres impôts, taxes et versement assimilés	-	-
		Divers	-	-
	Groupes et associés	-	-	-
	Débiteur divers	293 681	293 681	-
Charges constatées d'avance		32 995	32 995	-
TOTAL		398 871	393 699	5 173

2.3. Passif

1.1.5. Fonds propres

Variation des fonds propres	Début exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	Fin Exercice
Fonds propres sans droit de reprise	-	-	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-
Réserves	135 000	-	-	-	135 000
Report à nouveau	99 160	565	-	-	99 725
Excédent ou déficit de l'exercice	565	-565	1 851	-	1 851
Situation nette	234 725	-	1 851	-	236 576
Subventions d'investissement	-	-	-	-	-
TOTAL	234 725	-	1 851	-	236 576

1.1.6. Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	Début exercice 1	Dotations exercice 2	Reprises exercice 3	Fin exercice 4
Litiges	-	-	-	-
Garanties données clients	-	-	-	-
Pertes marchés à terme	-	-	-	-
Amendes et pénalités	-	-	-	-
Pertes de change	-	-	-	-
Pensions et obligations similaires	27 653	5 573	-	33 225
Impôts	-	-	-	-
Renouvellement immobilisation	-	-	-	-
Gros. Entretiens	-	-	-	-
Ch. Soc. Fisc. / congés à payer	-	-	-	-
Autres Provisions pour risques et charges	-	4 673	-	4 673
TOTAL	27 653	10 246	-	37 898

1.1.7. Dettes financières et autres dettes

	Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes établissement de crédit				
- A 1 an max à l'origine	-	-	-	-
- A + d'1 à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières Divers	-	-	-	-
Fournisseur et comptes rattachés	59 558	59 558	-	-
Personnel et comptes rattachés	37 359	37 359	-	-
Sécurité sociale et autres organismes	58 325	58 325	-	-
Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-
TVA	10 538	10 538	-	-
Obligations cautionnées	-	-	-	-
Autres impôts et taxes	4 491	4 491	-	-
Dettes sur immobilisation Et comptes rattachés	-	-	-	-
Groupe et associés	-	-	-	-
Autres dettes	100	100	-	-
Dettes titres empruntés ou rem. Garant	-	-	-	-
Produits constatés d'avance	57 815	57 815	-	-
TOTAL	228 186	228 186	-	-

1.1.8. Charges à payer

Libellés	Montant
CONGES A PAYER	
Congés provisionnés	18 343
Charges sociales provisionnées	7 521
Charges fiscales provisionnées	-
INTERETS COURUS	
Emprunts et dettes assimilées	-
Dettes part. groupes	-
Dettes part. hors groupes	-
Dettes sociétés en participation	-
Fournisseurs	-
Associés	-
Banques	-
Concours bancaires courants	-
AUTRES CHARGES	
Factures à recevoir	13 099
RRR à accorder, avoirs à établir	100
Participation des salariés	-
Personnel	19 045
Sécurité sociale	7 923
Autres charges fiscales	-
Divers	-
TOTAL	66 031

3. Informations relatives au compte de résultat

3.1. Rémunération des commissaires aux comptes

La rémunération des commissaires aux comptes s'élève à 4 154 euros en 2024.

3.2. Subventions d'exploitation

	Union Européenne	Etat	Collectivités territoriales	Total
Concours publics	-	-	-	-
Subventions d'exploitations	45 128	75 000	390 556	510 684
Subventions d'équilibre	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-	-	-	-

3.3. Effectif

	Effectif moyen N	Effectif moyen N-1
Effectif contractuel en équivalents temps plein (ETP)	8.45	8.13
Dont Collaborateurs non cadres	0	0
Dont Collaborateurs cadres	8.45	8.13